

## Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 30 septembre 2014

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8% en 2014, de 1,0% en 2015 et de 1,5% en 2016.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (covered bonds) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (targeted longer-term refinancing operations ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

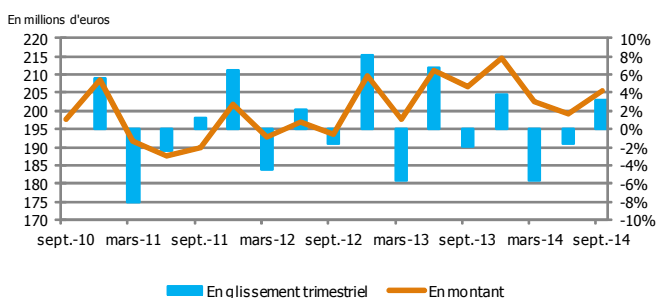
### DES INDICATEURS FINANCIERS BIEN ORIENTÉS

Soutenu par un contexte économique qui s'améliore nettement au troisième trimestre, le secteur bancaire continue à afficher des signes de croissance de son activité avec des indicateurs en hausse, et confirme ainsi ses performances enregistrées au cours du deuxième trimestre. En effet, la collecte d'épargne affiche une progression significative (+3,2 %), tandis que les financements consentis à l'économie restent dynamiques enregistrant un sixième trimestre consécutif de hausse (+2,3 %).

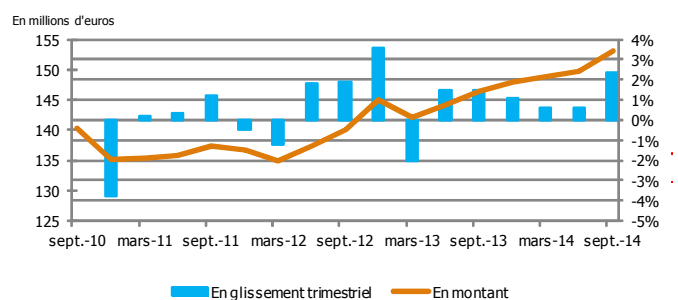
La croissance de **la collecte d'épargne** au troisième trimestre s'explique principalement par la forte hausse des dépôts à vue (+11,6 %) qui reviennent ainsi, après deux trimestres de baisse, à leur niveau enregistré à la même période en 2013. L'épargne longue progresse pour sa part de 1,6 % sur le trimestre.

La progression **des crédits à l'économie**, tout comme au deuxième trimestre, est quant à elle soutenue par l'augmentation des encours de crédits aux entreprises (+3,1 %) et des crédits aux ménages (+2,9 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# CONFIRMATION DE LA PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT

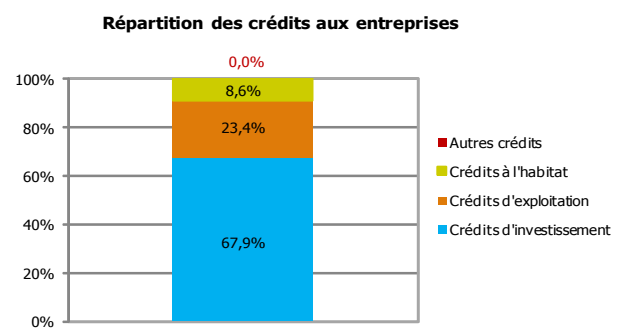
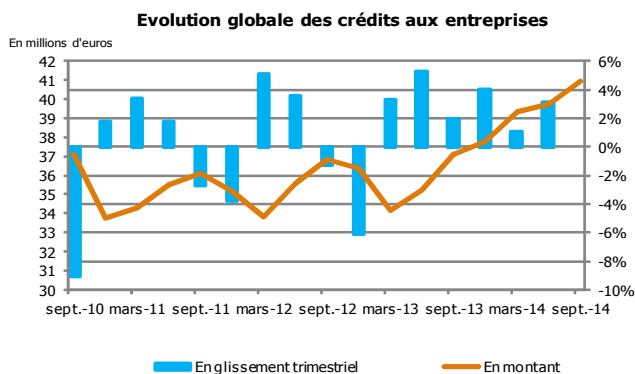
## Solide croissance des crédits aux entreprises

L'encours de crédit global aux entreprises au 30 septembre 2014 atteint 41,0 millions d'euros, affichant un sixième trimestre consécutif de hausse (+3,1 %). En glissement annuel, la croissance de l'activité de financement aux entreprises est dynamique (+10,5 %).

L'augmentation des **crédits d'investissement** (+4,3 %, soit +1,1 million d'euros sur le trimestre) constitue le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises ce trimestre. Cette tendance se confirme également sur l'année avec une progression des encours de 10,2 %.

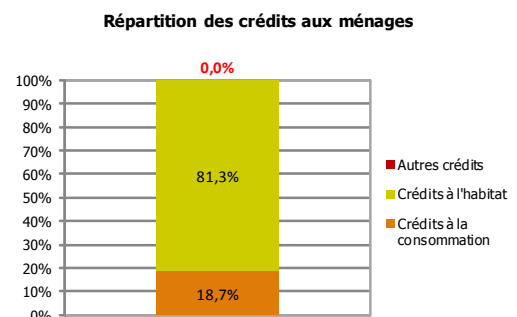
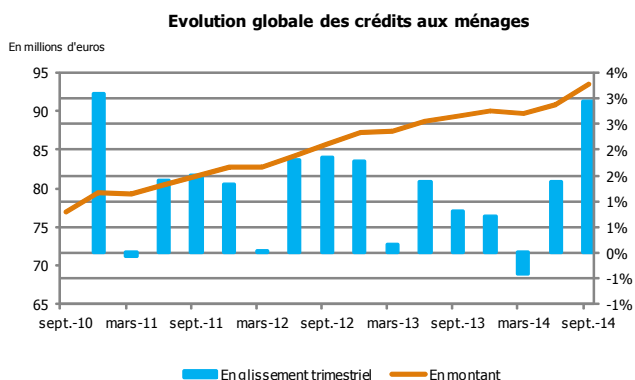
Les **crédits immobiliers aux entreprises** enregistrent également une hausse par rapport au trimestre précédent (+1,6 %). Sur une période d'un an, le rythme de croissance de ces encours reste élevé (+9,0 %) même s'il tend de plus en plus à se réduire (110,3 % au premier trimestre et 54,2 % au deuxième trimestre).

Les **crédits d'exploitation**, après deux trimestres de hausse consécutive, se stabilisent (+0,3 %) au troisième trimestre en atteignant 9,6 millions d'euros. Cette tendance s'explique principalement par une forte croissance des créances commerciales (+21,8 %) contrebalancée par le repli des comptes ordinaires débiteurs (-11,9 %).



## Confirmation de la reprise de la consommation des ménages

Au troisième trimestre, l'encours sain des crédits aux ménages continue de progresser enregistrant une augmentation de 2,6 millions d'euros (+2,9 %) pour s'établir à 93,5 millions. En glissement annuel, la tendance haussière est plus significative atteignant 4,7 %.



Soutenue par une consommation des ménages en nette amélioration au troisième trimestre, caractérisée notamment par des ventes de véhicules de tourisme qui repartent à la hausse, l'activité de **crédit à la consommation des ménages** poursuit sa croissance (+3,0 %) et atteint 17,5 millions d'euros. Sur un an, elle maintient comme au trimestre précédent un rythme de croissance élevé (+12,4 %).

De leur côté, les encours de **crédits à l'habitat des ménages**, après une phase de stabilisation observée depuis le troisième trimestre 2013, progressent significativement au troisième trimestre 2014 (+3,0 %) et s'élèvent à 76 millions d'euros. En glissement annuel, les encours connaissent une évolution similaire (+3,0 %).

## Nouvelle diminution des crédits aux collectivités

L'encours des crédits aux collectivités locales, constitué presque exclusivement de crédits d'équipement (95,9 %), enregistre son huitième trimestre de baisse consécutive (-2,1 %) pour s'établir à 16,9 millions d'euros. En glissement annuel, la baisse est plus prononcée (-8,7 %).

## Nouvelle amélioration du taux de sinistralité

L'encours de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) poursuit sa baisse au troisième trimestre (-9,4 %), pour s'établir à 5,7 millions d'euros, soit son niveau le plus bas relevé au cours des dix dernières années. Cette évolution se traduit par un taux de créances douteuses qui continue à s'améliorer en atteignant 3,6 % (-0,5 point sur le trimestre).

## HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

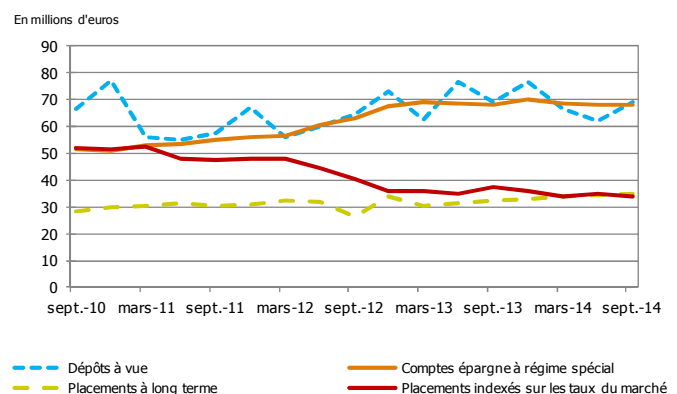
Les actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel après deux trimestres consécutifs de baisse repartent à la hausse (+3,2 %) pour atteindre 205,5 millions d'euros. Ils reviennent ainsi à un niveau similaire à celui enregistré au cours de la même période en 2013 avec une croissance annuelle de -0,6 %.

Cette progression s'explique principalement par le rebond des **dépôts à vue**. En effet, après un premier semestre 2014 de baisse continue, les dépôts à vue enregistrent une hausse de 11,6 % au troisième trimestre, soit une augmentation de 7,2 millions d'euros. Cette évolution est attribuable aux sociétés non financières et aux ménages qui voient leurs dépôts à vue respectifs progresser de 27,3 % et 7,8 %.

L'épargne à long terme, quant à elle, continue de progresser tant sur le trimestre (+1,6 %) que sur l'année (9,5 %).

De leur côté, les placements en liquides marquent le pas, en retrait de 1,1 million d'euros (-1,0 %).

Evolution des principales composantes des actifs financiers



## Progression de l'épargne des ménages

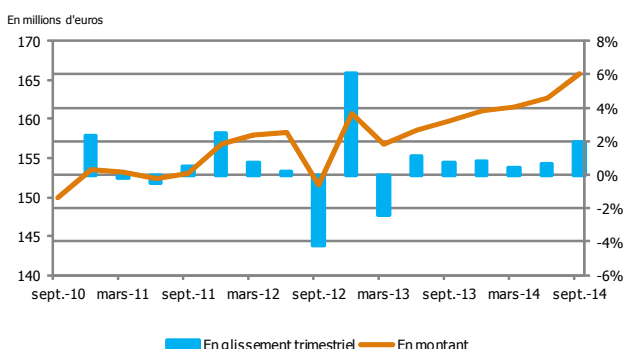
Les placements des ménages enregistrent à nouveau une augmentation au troisième trimestre (+2,0 %) et s'établissent à 165,8 millions d'euros. Ce niveau est le plus élevé affiché depuis quatre ans.

Les placements bénéficient du dynamisme des **dépôts à vue**, qui progressent significativement sur le trimestre (+7,8 %). Ces derniers connaissent de plus une croissance soutenue depuis un an (+9,3 %).

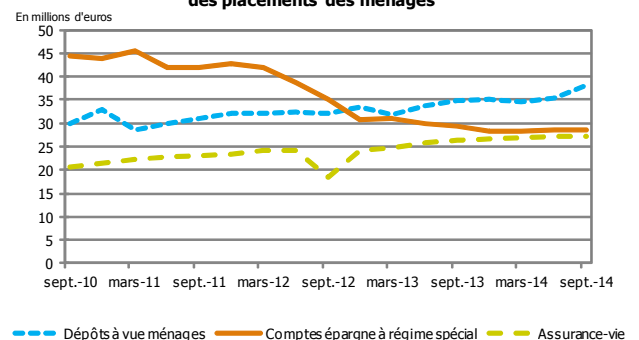
Les placements liquides, pour leur part, restent comme depuis le début de l'année relativement stables au troisième trimestre (+0,1 %).

De son côté, l'épargne à long terme voit son rythme de croissance ralentir au troisième trimestre (+0,9 % contre 1,6 % en juin 2014). Cette tendance s'explique par la très faible progression des contrats d'assurance vie (+0,3 %), principale composante de l'épargne longue des ménages (78,6 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages

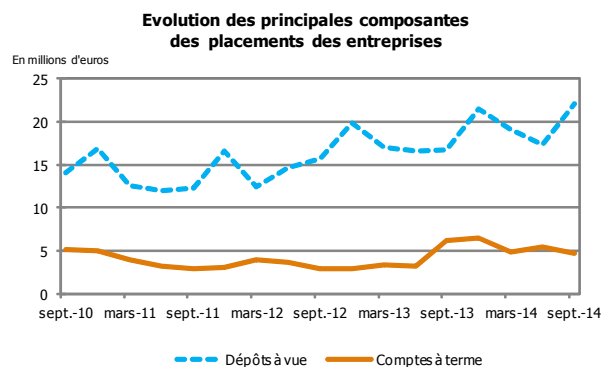
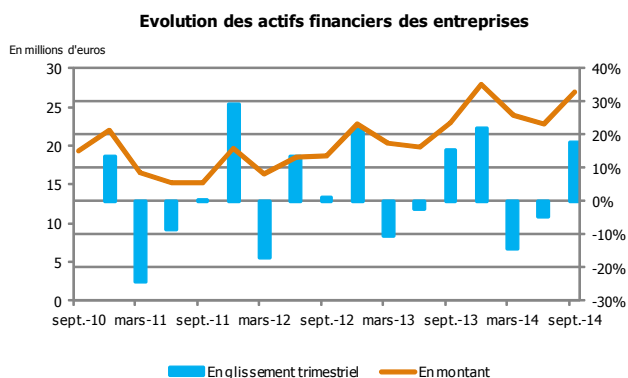


## Redressement des placements des entreprises

Après un premier semestre 2014 de baisse, les **actifs financiers détenus par les entreprises** enregistrent une forte hausse au troisième trimestre (+17,5 %) pour atteindre 26,9 millions d'euros. Comparativement à la même période en 2013, la tendance se confirme avec une augmentation similaire (+16,9 %).

La forte croissance des **dépôts à vue**, qui voient leur volume passer de 17,4 millions d'euros à 22,1 millions (+27,3 %) ce trimestre, contribue majoritairement à cette évolution.

En revanche **les placements liquides**, qui représentent seulement 17,4 % de l'épargne des entreprises, marquent le pas en affichant une baisse de 13,3 % sur le trimestre et 23,3 % sur l'année.



## Nouvelle baisse des placements des autres agents

**Les placements des autres agents** (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) reculent de 5,5 % au troisième trimestre pour atteindre 12,8 millions d'euros. En glissement annuel, ces derniers se replient presque de moitié (-47,0 %).

Cette tendance à la baisse se retrouve sur l'ensemble des composantes des placements des autres agents tant sur le trimestre que sur l'année.

### MÉTHODOLOGIE

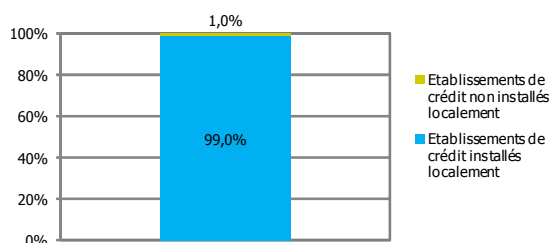
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

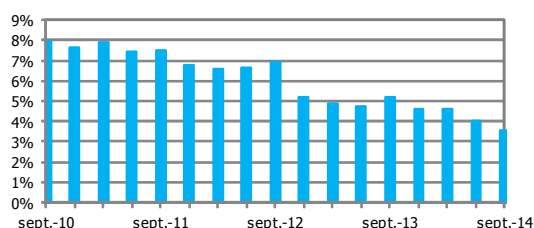
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	9,1	9,7	10,4	8,6	7,3	9,3	9,6	9,6	0,3%	11,9%
<i>Créances commerciales</i>	2,2	3,5	4,3	1,5	1,5	2,0	2,4	2,9	21,8%	93,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,3	1,5	2,5	3,1	3,4	3,3	3,3	3,2	-0,8%	2,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	24,3%	-6,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,7	4,7	3,6	3,9	2,3	4,0	3,9	3,5	-11,9%	-11,9%
<i>Affecturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	27,4	25,6	25,6	25,3	27,1	26,6	26,7	27,8	4,3%	10,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	27,4	25,6	25,6	25,3	27,1	26,6	26,7	27,8	4,3%	10,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1,6	1,5	1,1	0,9	1,1	1,1	1,0	1,2	12,6%	25,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,6	0,8	0,9	3,2	3,4	3,4	3,5	3,5	1,6%	9,0%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<b>Encours sain</b>	<b>37,1</b>	<b>36,1</b>	<b>36,8</b>	<b>37,1</b>	<b>37,8</b>	<b>39,3</b>	<b>39,7</b>	<b>41,0</b>	<b>3,1%</b>	<b>10,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	12,8	14,2	14,8	15,6	16,4	16,2	17,0	17,5	2,8%	12,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	12,3	13,7	14,2	15,0	15,9	15,8	16,5	17,0	2,8%	13,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	5,8%	-6,8%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-4,7%	-15,9%
Crédits à l'habitat	64,2	67,4	71,0	73,8	73,6	73,4	73,8	76,0	3,0%	3,0%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<b>Encours sain</b>	<b>77,0</b>	<b>81,6</b>	<b>85,8</b>	<b>89,4</b>	<b>90,0</b>	<b>89,6</b>	<b>90,9</b>	<b>93,5</b>	<b>2,9%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	22,9	16,6	14,8	17,4	17,6	17,2	16,6	16,2	-2,2%	-7,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	22,9	16,6	14,8	17,4	17,6	17,2	16,6	16,2	-2,2%	-7,0%
Autres crédits	2,4	1,9	1,5	1,1	0,9	0,9	0,7	0,7	0,0%	-35,1%
<b>Encours sain</b>	<b>25,4</b>	<b>18,5</b>	<b>16,2</b>	<b>18,5</b>	<b>18,5</b>	<b>18,1</b>	<b>17,3</b>	<b>16,9</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-8,7%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>-3,5%</b>	<b>24,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>140,391</b>	<b>137,333</b>	<b>139,990</b>	<b>146,326</b>	<b>147,904</b>	<b>148,752</b>	<b>149,632</b>	<b>153,112</b>	<b>2,3%</b>	<b>4,6%</b>
<i>dont ECNIL</i>	8,096	2,029	1,565	1,548	1,456	1,829	1,771	1,690	-4,6%	9,1%
Créances douteuses brutes	12,106	11,167	10,344	8,033	7,195	7,135	6,272	5,684	-9,4%	-29,2%
<i>dont ECIL</i>	12,052	11,167	10,344	8,033	7,195	7,135	6,272	5,684	-9,4%	-29,2%
Créances douteuses nettes	3,533	3,722	3,445	3,026	2,275	2,251	2,118	1,650	-22,1%	-45,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	2,880	3,270	3,237	2,550	1,974	1,925	1,800	1,378	-23,5%	-46,0%
<i>(dt) Ménages</i>	0,652	0,452	0,208	0,476	0,299	0,324	0,316	0,270	-14,5%	-43,3%
Provisions	8,574	7,446	6,899	5,006	4,920	4,884	4,153	4,034	-2,9%	-19,4%
<b>Encours brut total</b>	<b>152,497</b>	<b>148,500</b>	<b>150,334</b>	<b>154,359</b>	<b>155,099</b>	<b>155,887</b>	<b>155,903</b>	<b>158,796</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,9%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	7,9%	7,5%	6,9%	5,2%	4,6%	4,6%	4,0%	3,6%	-0,4 pt	-1,6 pt
<i>dont ECIL</i>	8,3%	7,6%	7,0%	5,3%	4,7%	4,6%	4,1%	3,6%	-0,5 pt	-1,7 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	70,8%	66,7%	66,7%	62,3%	68,4%	68,5%	66,2%	71,0%	+4,8 pt	+8,7 pt
<i>dont ECIL</i>	71,1%	66,7%	66,7%	62,3%	68,4%	68,5%	66,2%	71,0%	+4,8 pt	+8,7 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>19,3</b>	<b>15,2</b>	<b>18,7</b>	<b>23,0</b>	<b>28,0</b>	<b>23,9</b>	<b>22,8</b>	<b>26,9</b>	<b>17,5%</b>	<b>16,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>14,1</b>	<b>12,3</b>	<b>15,7</b>	<b>16,8</b>	<b>21,5</b>	<b>19,1</b>	<b>17,4</b>	<b>22,1</b>	<b>27,3%</b>	<b>31,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>5,2</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>6,2</b>	<b>6,5</b>	<b>4,8</b>	<b>5,5</b>	<b>4,7</b>	<b>-13,3%</b>	<b>-23,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	1,8%
Placements indexés sur les taux de marché	5,2	2,9	3,0	6,2	6,5	4,8	5,5	4,7	-13,3%	-23,4%
<i>dont comptes à terme</i>	5,2	2,9	3,0	6,2	6,5	4,8	5,5	4,7	-13,3%	-23,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<b>Ménages</b>	<b>149,9</b>	<b>153,1</b>	<b>151,6</b>	<b>159,7</b>	<b>161,0</b>	<b>161,6</b>	<b>162,6</b>	<b>165,8</b>	<b>2,0%</b>	<b>3,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>30,0</b>	<b>30,9</b>	<b>32,2</b>	<b>34,8</b>	<b>35,0</b>	<b>34,6</b>	<b>35,3</b>	<b>38,0</b>	<b>7,8%</b>	<b>9,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>91,6</b>	<b>91,9</b>	<b>92,9</b>	<b>92,4</b>	<b>93,1</b>	<b>93,2</b>	<b>93,0</b>	<b>93,1</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	47,1	49,9	57,7	63,0	64,8	65,0	64,4	64,6	0,2%	2,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	40,1	41,7	48,1	50,9	52,5	52,8	52,3	52,4	0,2%	3,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	6,5	7,6	9,1	11,6	11,8	11,7	11,6	11,6	-0,1%	0,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	8,3%	-5,6%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	-91,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-3,0%	-11,5%
Placements indexés sur les taux de marché	44,5	42,0	35,2	29,4	28,3	28,2	28,6	28,6	-0,1%	-2,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	43,4	40,9	34,1	29,1	28,0	27,9	28,3	28,3	-0,1%	-2,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,1	1,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0%	-20,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>28,3</b>	<b>30,3</b>	<b>26,4</b>	<b>32,4</b>	<b>32,8</b>	<b>33,8</b>	<b>34,3</b>	<b>34,6</b>	<b>0,9%</b>	<b>6,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,5	2,6	3,4	5,4	5,8	6,3	6,7	7,0	4,1%	28,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-21,4%	-27,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	5,1	4,6	4,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	-11,1%	-3,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	20,7	23,1	18,6	26,5	26,5	26,9	27,1	27,2	0,3%	2,5%
<b>Autres agents</b>	<b>28,3</b>	<b>21,4</b>	<b>23,4</b>	<b>24,2</b>	<b>25,7</b>	<b>16,9</b>	<b>13,6</b>	<b>12,8</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-47,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>22,0</b>	<b>14,1</b>	<b>16,4</b>	<b>17,5</b>	<b>19,7</b>	<b>12,7</b>	<b>9,2</b>	<b>8,9</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-49,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>6,3</b>	<b>7,3</b>	<b>6,9</b>	<b>6,6</b>	<b>6,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>3,9</b>	<b>-10,1%</b>	<b>-41,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4,1	4,9	5,0	5,0	4,9	3,3	3,4	3,3	-0,6%	-32,4%
Placements indexés sur les taux de marché	2,1	2,4	1,9	1,7	1,1	0,9	1,0	0,6	-42,8%	-67,1%
<i>dont comptes à terme</i>	2,1	2,4	1,9	1,7	1,1	0,9	1,0	0,6	-42,8%	-67,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>3,2%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>197,5</b>	<b>189,7</b>	<b>193,7</b>	<b>206,8</b>	<b>214,7</b>	<b>202,4</b>	<b>199,1</b>	<b>205,5</b>	<b>3,2%</b>	<b>-0,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>66,1</b>	<b>57,3</b>	<b>64,4</b>	<b>69,1</b>	<b>76,2</b>	<b>66,4</b>	<b>61,9</b>	<b>69,1</b>	<b>11,6%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>103,1</b>	<b>102,1</b>	<b>102,8</b>	<b>105,3</b>	<b>105,7</b>	<b>102,2</b>	<b>102,9</b>	<b>101,8</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-3,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	48,0	53,5	60,6	68,3	68,1	69,9	68,4	67,9	-0,7%	-0,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	41,4	45,3	51,0	55,8	55,4	57,0	55,7	55,3	-0,8%	-0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	6,2	7,7	9,1	12,1	12,1	12,3	12,2	12,1	-0,5%	0,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-5,4%	-10,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-2,6%	4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	56,2	47,6	44,3	35,0	37,3	35,9	33,9	35,0	3,3%	0,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	55,1	46,5	43,2	33,7	37,0	35,6	33,7	34,8	3,3%	3,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,1	1,1	1,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0%	-80,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>26,2</b>	<b>31,5</b>	<b>32,0</b>	<b>31,4</b>	<b>32,4</b>	<b>32,9</b>	<b>33,8</b>	<b>34,3</b>	<b>1,6%</b>	<b>9,5%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	2,4	2,7	3,0	5,1	5,4	5,8	6,3	6,7	6,2%	32,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-4,1%	42,0%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,6	5,9	4,8	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	1,3%	4,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	19,2	22,9	24,2	25,8	26,5	26,5	26,9	27,1	0,6%	5,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Décembre 2014